

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ABCDE

19 Rue Emile Maugras
54110 Rosières-Aux-Salines

Références : S-26-297RP

Code AIOT : 0006209873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles de l'inspection des installations classées et plus particulièrement dans le cadre d'une action collective relative à la gestion des eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage ainsi qu'à déconditionner des déchets alimentaires et à trier des déchets de voirie et de curage sur la commune de MANDRES-SUR-VAIR :

- par l'arrêté préfectoral n° 1529/2000 du 21 juin 2000 d'autorisation modifié ;
- par l'arrêté inter-préfectoral n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 d'autorisation ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 1445/2016 du 08 juillet 2016 actualisant les rubriques de la nomenclature ICPE ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 2550/2017 du 28 décembre 2017 relatif à la mise en place d'un dé-conditionneur de biodéchets et d'une activité de tri de déchets de voirie ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 05/2021/ENV du 11 janvier 2021 modifiant le plan d'épandage.

Au titre des Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE), l'installation est actuellement soumise à :

- enregistrement pour la rubrique 2780-3 de la nomenclature des installations classées (Installation de compostage de déchets non dangereux). En effet, le décret n° 2018-458 du 06 juin 2018 a modifié la nomenclature des installations classées et a fait passer l'activité de compostage du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement. Lorsqu'un établissement, suite à une modification de la nomenclature, passe du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation restent applicables au site. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/04/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 de la nomenclature des ICPE s'appliquent partiellement aux installations existantes ;
- déclaration contrôlée pour la rubrique 2791-2 de la nomenclature des installations classées (Dé-conditionneur de biodéchets) ;
- déclaration contrôlée pour la rubrique 2716-2 de la nomenclature des installations classées (Tri de déchets de voirie et de curage) ;
- déclaration contrôlée pour la rubrique 2260-1-b de la nomenclature des installations classées (Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, tamisage des substances végétales et de tous produits organiques naturels) ;
- déclaration pour la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées (stockage de bois, plaquettes, matériaux combustibles analogues).

La société ABCDE a une activité de transit de déchets issus du tri des ménages (sacs jaunes et cartons) pour un volume inférieur à 100 m³, non classé au regard de la nomenclature des installations classées.

Les points de contrôles visés ci-dessous relèvent de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux "eaux"	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, articles 4 et 39	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 42	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, articles 45 et 47	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Points de rejet	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 40	Sans objet
5	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	Sans objet
6	Registre de sortie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées lors de l'inspection.

Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 39, 42 et 47 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux "eaux"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, articles 4 et 39
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <u>Article 4 :</u> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - [...] le plan des réseaux de collecte des effluents ; [...] Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Article 39 :</u> Collecte des effluents Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier installation.
Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents a été présenté à l'inspection. A noter que le poste de relevage au départ du bassin de rétention de 600 m3 vers le grand bassin de rétention de 3 500 m3 n'est pas inscrit sur le plan.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan des réseaux devra être complété pour répondre à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 40
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Les points de rejets vers le milieu naturel sont au nombre de 4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 42
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de compostage ou de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• les eaux pluviales non souillées, c'est-à-dire les eaux de toitures et les eaux de drainage des bâtiments, sont évacuées par un réseau spécifique, rejetées directement vers le milieu naturel, au niveau de 4 points de rejets ;• les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de compostage ou de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et dirigées vers un bassin de rétention de 600 m3. Ses effluents sont ensuite dirigés vers un grand bassin de rétention de 3 500 m3 pour ensuite être utilisés pour l'arrosage des andains ;• la prescription stipule que " les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié ". Or, sur les 4 points de rejets vers le milieu naturel, seul 1 résultat d'analyse a été présenté à l'inspection. Cette analyse fait suite à un accident qui s'est déroulé en juillet 2025 et qui avait entraîné des effluents ou lixiviats vers le milieu naturel, atteignant le cours d'eau " Le Vair " en aval immédiat du site. Les résultats de cette analyse ne sont pas conformes à la réglementation pour un paramètre qui est l'azote global avec une valeur limite de 30 mg/L pour un résultat à 69 mg/L. <p>Il faut noter que le résultat n'est pas représentatif de la situation en fonctionnement normal des installations de la société ABCDE car il fait suite à un accident.</p> <p>Il convient donc de renouveler un contrôle sur ce point et sur les 3 autres rejets vers le milieu naturel.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser un contrôle de la qualité des eaux rejetées vers le milieu naturel, aux 4 points de rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, articles 45 et 47
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <u>Article 45 :</u> Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal rejeté : <ul style="list-style-type: none">• MES: 100 mg/L ;• DB05: 100 mg/L ;• DCO : 300 mg/l. <u>Article 47 :</u> Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• Azote globale: 30 mg/L ;• Phosphore Global: 10 mg/L.
Constats : En référence au point de contrôle précédent, une analyse a été présentée à l'inspection en date 05 août 2025, ne respectant pas la valeur limite de 30 mg/L pour l'azote global mesuré à 69 mg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter des résultats d'analyses des eaux rejetées vers le milieu naturel, aux 4 points de rejets, conformes aux valeurs limites fixées par cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;• l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ;• pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 08 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;• la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement (l'annexe II de l'article R. 541-8 est abrogée par le décret n° 2016-288 du 10 mars 2016, article 6 3°). L'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 03 mai 2000 dans sa version issue de la Décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014 et modifiée par la Décision déléguée (UE) n° 2025/934 du 05 mars 2025).
Constats : Le registre des admissions de déchets ou de matières sur les années 2023, 2024 et 2025 a été présenté à l'inspection. Il n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre de sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un registre de sorties distinguant les produits finis, les matières intermédiaires et les déchets destinés à l'épandage et mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none">• la date d'enlèvement de chaque lot ;• les masses et caractéristiques correspondantes, notamment par rapport aux paramètres de qualité spécifiés par la norme ;• le ou les destinataires et les masses correspondantes. <p>Ce registre de sorties est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-13 du code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101,2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie.</p>
Constats : <p>Le registre de sorties distinguant les produits finis, les matières intermédiaires et les déchets destinés à l'épandage sur les années 2023, 2024 et 2025 a été présenté à l'inspection. Il n'appelle pas de remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite